

Bruxelles, le 26.3.2020
C(2020) 1809 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 26.3.2020

**relative au financement d'une mesure spéciale en faveur de la République démocratique
du Congo**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 26.3.2020

relative au financement d'une mesure spéciale en faveur de la République démocratique du Congo

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 3,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre d'une mesure spéciale en faveur de la République démocratique du Congo (RDC) il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1877 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2 du règlement (UE) 2018/1877 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)³.
- (3) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁴ (ci-après l'«accord interne») consistent à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en RDC, et en particulier des ménages les plus pauvres, des femmes et des enfants.
- (4) L'action intitulée «Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo» vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en RDC et à renforcer leur résilience, en particulier pour les ménages les plus vulnérables, les femmes et les enfants. Cela est possible par la réalisation des objectifs spécifiques visant: i) le renforcement de la prévention de la malnutrition; ii) le renforcement de la structuration des organisations paysannes; iii)

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

l'augmentation des rendements des productions agricoles durables, ainsi que la diversification des productions.

- (5) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁵, applicable en vertu des articles 24, paragraphe 2, et 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (7) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (8) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis du comité est requis. Il convient d'informer le Comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

Article premier
La mesure

La décision de financement, relative au financement d'une mesure spéciale en faveur de la République démocratique du Congo présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- «Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo», présentée en annexe.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 10 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles

⁵ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa, dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 4
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions aux organismes mentionnés dans l'annexe sélectionnés conformément au point 5.4.1 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 26.3.2020

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission